

Intervention Emmanuel Vire, Secrétaire général du SNJ-CGT 3 mai 2024

Merci aux Amis de la Commune d'avoir organisé cette initiative en cette journée mondiale de la liberté de la presse.

Nous avons d'abord une pensée pour nos consœurs et confrères palestiniens qui tentent de survivre en faisant leur travail à Gaza. Et aux 110 qui ont déjà sacrifié leur vie pour l'information. Il faut d'ailleurs se réjouir de la sortie récente de Gaza des derniers salariés locaux de l'AFP après une intense mobilisation.

La presse est au cœur de l'histoire de la Commune. D'abord dans son irruption avec l'interdiction de 6 journaux dont le Cri du Peuple de Jules Vallès le 9 mars 1871 par le Préfet de Police soit 9 jours avant le 18 mars et l'insurrection.

Ensuite par la parution de dizaines de journaux pendant les 2 mois et demi de son existence : « *L'Affranchi, journal des hommes libres* », « *Le Bonnet rouge* », « *La Bouche de fer* », « *Le Réveil du peuple* », « *L'Estafette* », ou encore « *La Sociale* », qui témoignent de la vitalité démocratique de cet épisode révolutionnaire.

Enfin aussi avec la répression de la Commune pendant la Semaine Sanglante et ses massacres appuyés à la fois par la presse monarchiste mais aussi par les journaux républicains modérés.

Il faut lire ce qui était publié à l'époque comme dans Le Figaro : « *Il reste à M. Thiers une tâche importante : celle de purger Paris. Jamais occasion pareille ne se présentera (...) Allons, honnêtes gens, un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et sociale, nous devons traquer comme des bêtes fauves ceux qui se cachent* ».

Le massacre de la Commune a d'ailleurs instauré une scission durable entre les élites républicaines, parlementaires, journalistes et intellectuels, et le mouvement ouvrier et populaire. Le rôle de la presse et des intellectuels sous la Commune n'y est pas pour rien. La presse était qualifiée de « *figariste* », par les Communards. Nous n'oublions pas que les locaux du *Figaro* et du *Gaulois* ont été saccagés durant la brève existence de la Commune.

Cette scission est plus que jamais d'actualité aujourd'hui alors que la presse est concentrée aux mains de quelques milliardaires et que les journalistes ont de plus en plus de mal à exercer leur métier sans entrave et de manière indépendante.

Cette concentration nous la subissons et nous la dénonçons depuis longtemps. Rappelons le rachat par le Crédit Mutuel de la presse de l'Est de la France à partir de 2006, des Echos par LVMH en 2007, du Monde par le trio Niel, Pigasse, Bergé en 2009...

Il a fallu l'irruption de Bolloré et sa volonté de créer un groupe de médias de droite radicale pour voir une réaction se dessiner. Mais c'est d'abord la casse sociale qui

caractérise le monopoly auquel se joue les milliardaires avec les médias. En 10 ans le nombre de cartes de presse est passé de près de 40000 à 35000.

Le pluralisme est largement écorné en France et les atteintes contre le travail des journalistes se multiplient. Ce n'est plus acceptable.

Dans ce cadre la défense de l'audiovisuel public face à la volonté du pouvoir actuel de créer une holding et de fusionner les différentes entreprises (France télévision, Radio France, France Media Monde et l'Institut national de l'audiovisuel) -en revenir à l'ORTF- serait une catastrophe.

Je voudrai terminer en apportant tout mon soutien à Guillaume Meurice, mis à pied et menacé de licenciement par Radio France, et Nassira El Moaddem, attaquée par la fachosphère.